

Fonctionnement de la CARMF

M. Henri Chaffiotte

*Organisation
et gestion
administrative*

Les professions libérales : CNAVPL*

En 2014



638 083

Actifs



254 471

Retraités et
conjoints survivants

10 sections professionnelles

Vétérinaires
Agents d'assurance
Experts Comptables
Architectes, Experts, Géomètres, Ingénieurs
et professions assimilées, Artistes
Notaires
Officiers Ministériels
Médecins
Chirurgiens-Dentistes et Sages-femmes
Pharmaciens
Auxiliaires Médicaux

* Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Professions Libérales

La tutelle

Ministère de la Santé
et des Solidarités



Mission nationale
de contrôle et
d'audit des
organismes de
Sécurité sociale
(MNC)



Tutelle sur les actes
Contrôle de la légalité
et de l'opportunité
des décisions.



Tutelle sur les personnes
Sanctions applicables
en cas de fautes
ou de carence.

Les contrôles

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection Générale des Affaires Sociales
- MNC
- CNAVPL
- Inspection du Trésor
- URSSAF

Le Conseil d'administration

23 administrateurs titulaires élus

- 19 par les cotisants
- 2 par les retraités
- 1 par les conjoints survivants retraités
- 1 par les bénéficiaires du régime Invalidité-Décès

2 administrateurs présentés par le Conseil National de l'Ordre et agréés par les administrateurs élus.

3 administrateurs cooptés au maximum.

Total
28 administrateurs

Les administrateurs suppléants

23 administrateurs suppléants élus

- 19 par les cotisants
- 2 par les retraités
- 1 par les conjoints survivants retraités
- 1 par les bénéficiaires du régime Invalidité-Décès

2 administrateurs présentés par le CNO

Total : 25 administrateurs

Ils remplacent les titulaires en cas d'empêchement au Conseil d'administration et dans les Commissions dans lesquelles ils siègent à l'exception de celles dans lesquelles la réglementation prévoit que les suppléants sont désignés nominativement.

En cas de vacance de poste, ils deviennent titulaires pour la durée à courir du mandat.

Le Bureau du conseil

Le Président

- Il assure la régularité du fonctionnement de la Caisse.
- Il préside les réunions du Conseil d'administration.
- Il représente la Caisse devant les autorités administratives compétentes.

Les Vice-présidents

- Ils secondent le Président et le remplacent en cas d'empêchement dans l'ordre d'élection.

Les Trésoriers

- Ils surveillent le fonctionnement financier.

Les Secrétaires généraux

- Ils surveillent le fonctionnement administratif.

Les délégués

Rôle d'intermédiaire entre la CARMF et les adhérents

- information,
- enquête sur demande de la CARMF,
- intervention auprès des services de la CARMF sur demande de l'adhérent.

Participation aux réunions préparatoires et à l'Assemblée Générale

- réunion sur convocation de l'administrateur,
- préparation des vœux,
- participation aux tables rondes,
- vote sur les comptes de gestion et le bilan.

Les commissions réglementaires et statutaires

Contrôle Contrôle CAPIMED

- Vérifier la comptabilité des régimes obligatoires et du régime en capitalisation.

Placements Placements CAPIMED

- Prendre les décisions sur les placements.

Fonds d'Action Sociale

- Examiner les demandes d'aides des cotisants, allocataires et prestataires impécunieux.

Incapacité d'exercice

- Se prononcer sur les demandes d'indemnités journalières et les demandes d'invalidité.

Inaptitude

- Se prononcer sur les demandes d'inaptitude.

Les commissions réglementaires et statutaires (suite)

Recours Amiable

- Examiner les demandes de remise de majorations de retard ou les réclamations contre les décisions de la Caisse.

Marchés

- Examiner les réponses aux appels d'offres.

Lutte contre la fraude

- Examiner les dossiers susceptibles de fraudes aux prestations.

La commission non statutaire

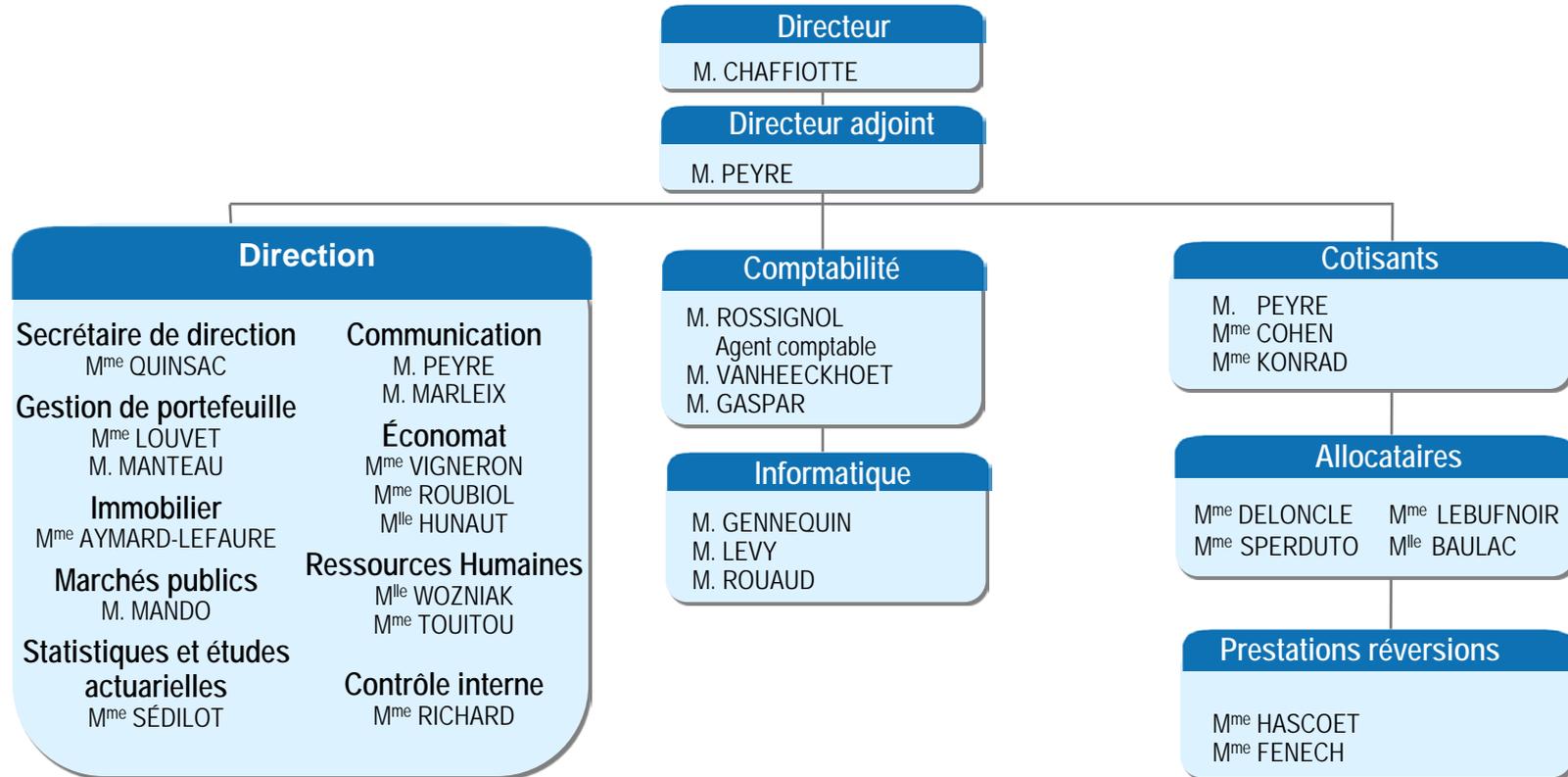
Communication

- Définir les orientations.

Le Directeur (Articles L.122-1, R.122-3 et R.641-5 du CSS)

- Assure le fonctionnement de la Caisse.
- Prend toute décision d'ordre individuel relative aux conditions générales d'emploi du personnel.
- Soumet au Conseil les prévisions budgétaires.
- Remet chaque année au Conseil un rapport sur le fonctionnement administratif et financier de la Caisse.
- Engage les dépenses, constate les créances et les dettes.
- Arrête les comptes annuels de la Caisse
- Est chargé du recouvrement des cotisations et des majorations de retard.
- Décide des actions en justice à intenter au nom de l'organisme (pour les rapports avec les bénéficiaires de prestations, les cotisants, le personnel).
- Représente l'organisme en justice et dans tous les actes de la vie civile.

L'organigramme de la CARMF



L'agent comptable (Articles L 122-2, R.114-6-1, R 641-6, D 122-1 et 2 du CSS)

Rôle

- Est chargé sous le contrôle du Conseil d'administration de l'ensemble des opérations financières et comptables et de la tenue à jour des comptes en conformité avec les textes.
- Règle après contrôle les dépenses, encaisse les recettes et est chargé des opérations de trésorerie.
- Définit avec le Directeur les modalités de mise en œuvre des procédures de contrôle interne de la Caisse.
- Établit les comptes financiers annuels.
- Présente avec le Directeur les comptes annuels au Conseil d'administration.

L'agent comptable (Articles L 122-2, R.114-6-1, R 641-6, D 122-1 et 2 du CSS)

Responsabilité

Il est personnellement et pécuniairement responsable de :

- l'encaissement des recettes,
- le paiement des dépenses,
- les opérations de trésorerie,
- la conservation des fonds et valeurs appartenant à l'organisme,
- le maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilité,
- le recouvrement amiable des créances à l'exception des cotisations.

La mise en cause de la responsabilité de l'Agent Comptable ne peut porter que sur des critères objectifs (manquant, dépense irrégulière, défauts d'encaissement).

Sa responsabilité peut être mise en cause par le Préfet de région après contrôle ou sur saisine de la Cour des comptes.

L'agent comptable (Articles L 122-2, R.114-6-1, R 641-6, D 122-1 et 2 du CSS)

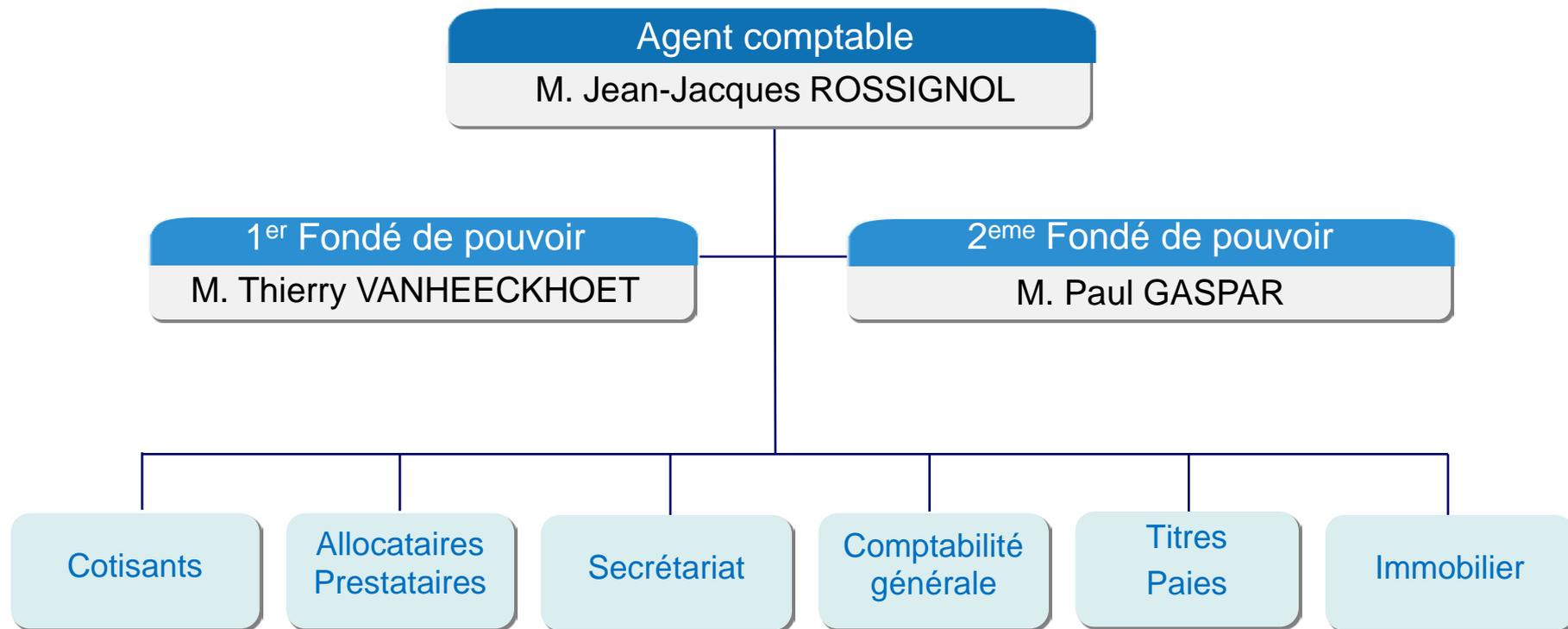
Contrôle de la gestion

Il est contrôlé par :

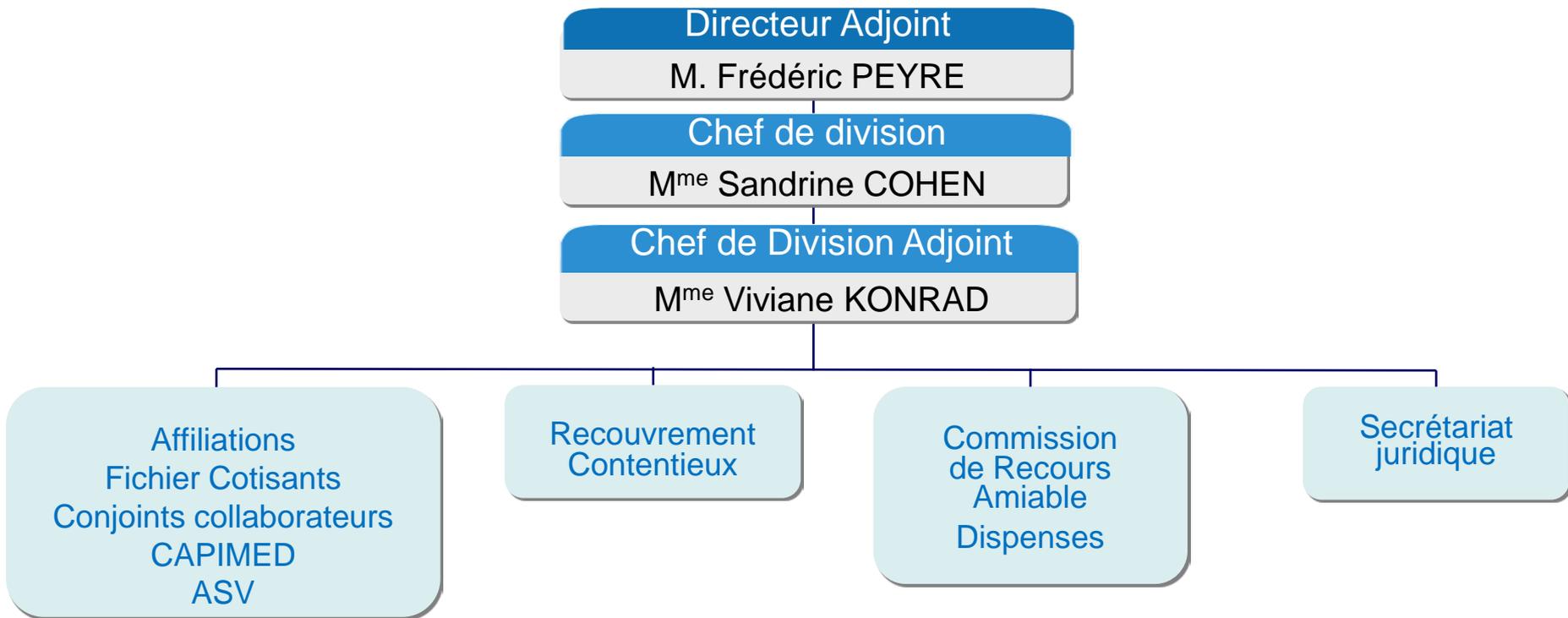
- Un commissaire aux comptes qui contrôle que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de leur résultat, de leur situation financière et de leur patrimoine.
- Les fonctionnaires habilités par le Ministre chargé de la Sécurité sociale et le Ministre du Budget.

L'Agent Comptable doit fournir, en garantie de sa gestion, un cautionnement.

Agence comptable



Présentation des services - Division Cotisants



Présentation des services - Division Allocataires

Chef de la division

M^{me} Monique DELONCLE

Chefs de Division Adjoints

M^{me} Valérie BAULAC
M^{me} Véronique LEBUFNOIR
M^{me} Gilliane SPERDUTO

Rédaction
Liquidation
Médecins CCPL

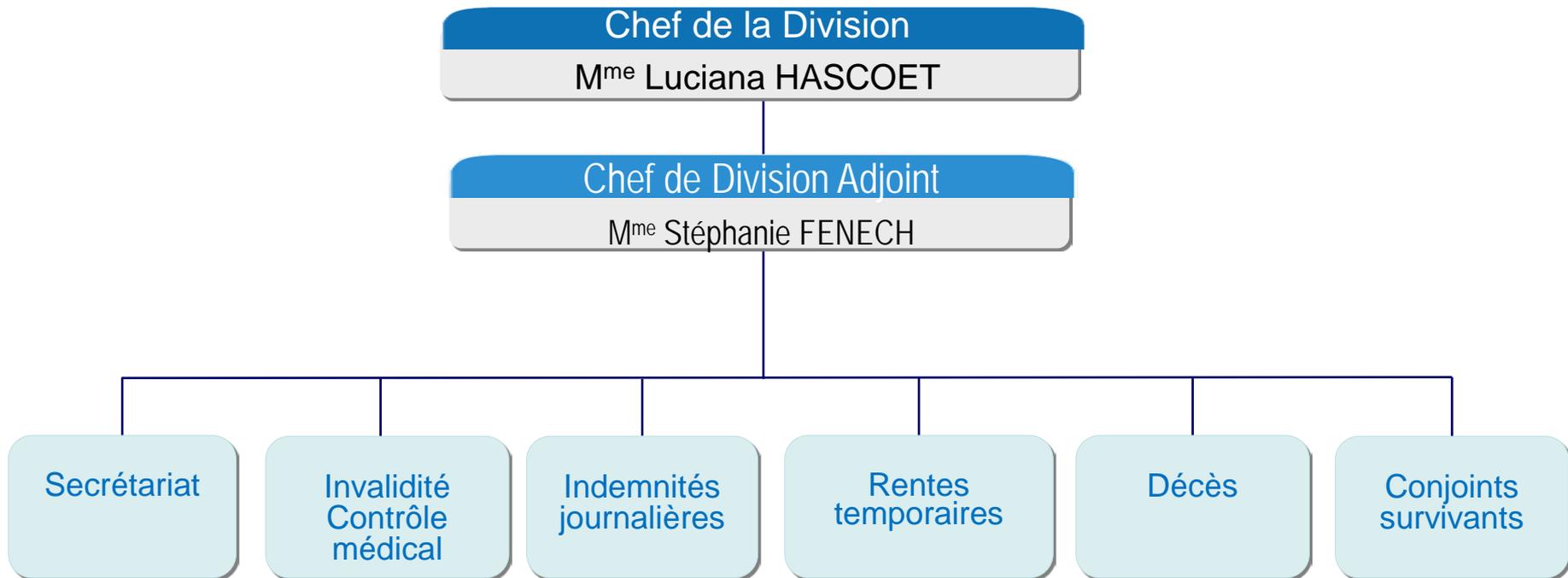
Secrétariat

Oppositions
Assurance
Maladie

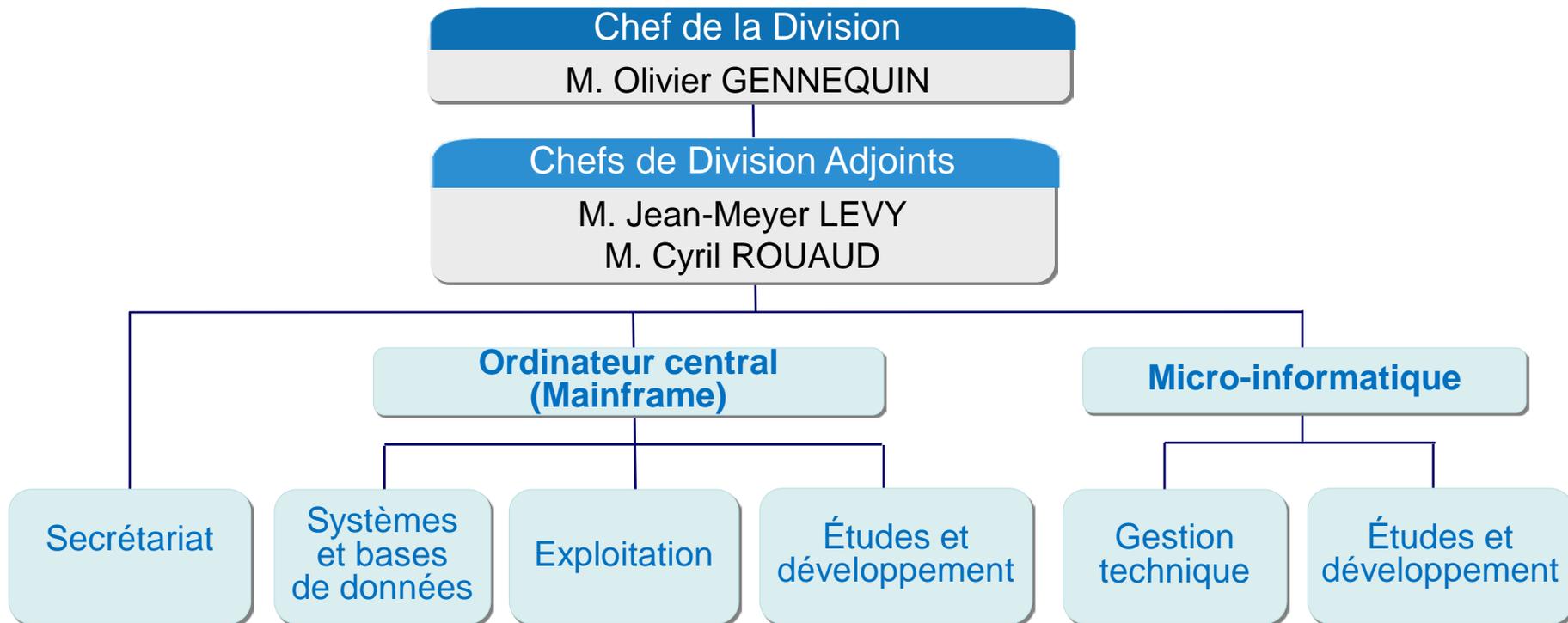
Affaires
sociales

Réception

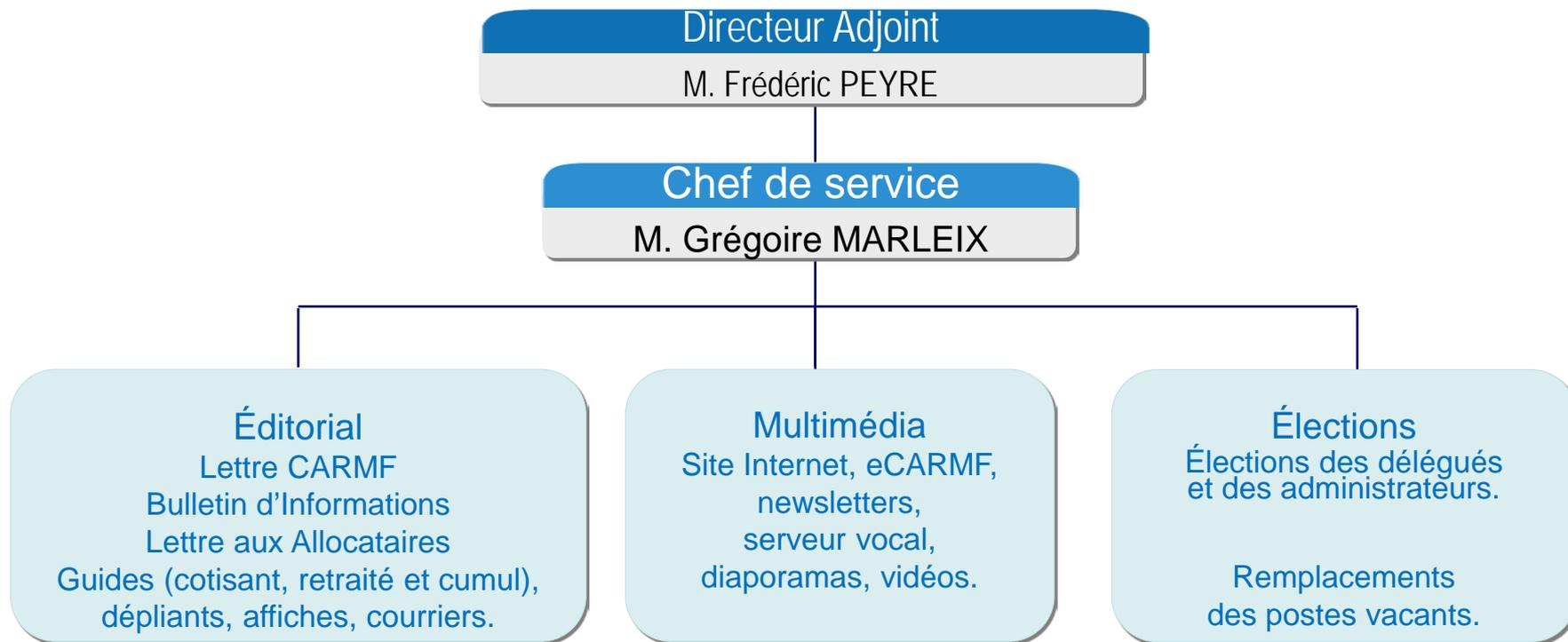
Présentation des services - Division Prestations-Réversions



Présentation des services - Division Informatique



Présentation des services - Division Communication



Secret professionnel



Pour tout ce qui concerne la CARMF, les administrateurs, les délégués et le personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard des tiers.

Fonctionnement de la CARMF

M. Henri Chaffiotte

*Gestion
technique*

Régimes obligatoires et facultatifs (loi du 17/01/1948 – décret du 19/07/1948)

Régimes obligatoires du médecin

Retraite

- Base (1949)
- Complémentaire (1949)
- ASV (1972)

Prévoyance

- Invalidité-Décès (1955)

Régimes obligatoires du conjoint collaborateur

(loi du 2 août 2005, décret du 1^{er} août 2006).

Retraite

- Base (01/07/2007)
(Facultatif de 1989 à 2007)
- Complémentaire (01/07/2007)

Prévoyance

- Invalidité-Décès (01/07/2011)

Régime facultatif du médecin et du conjoint collaborateur

Retraite en capitalisation

- CAPIMED - loi Madelin (1994)

Les effectifs au 1^{er} juillet 2015 *

| Catégories | Affiliés | Âge moyen |
|----------------------------------|----------|-----------|
| Cotisants | 124 535 | 54 ans |
| dont cumul activité-retraite | 10 653 | 69 ans |
| Conjoints collaborateurs | 1 756 | 56 ans |
| Retraités | 58 331 | 73 ans |
| Conjoints survivants + de 60 ans | 19 661 | 80 ans |
| Invalides | 496 | 57 ans |
| Conjoints survivants - de 60 ans | 1 375 | 54 ans |

(*) Régimes obligatoires

Le budget des retraites en 2014

| en millions d'euros | | |
|---|---------------------|---------------------|
| | Hors régime de base | Avec régime de base |
| Produits (cotisations) | 1 675 | 2 192 |
| Charges (pensions) | 1 663 | 2 053 |
| Résultat | 225 | 352 |
| Réserves* au 1 ^{er} janvier 2015 | 5 856 | 5 856 |

- Les réserves du régime de base sont désormais gérées par la CNAVPL.

Le régime CAPIMED - Cotisations 2015

Taux minimum garanti

1 % en 2015

Cotisation modulable

Possibilité de modifier chaque année la classe de cotisation.

Rachat de cotisations

Possibilité de racheter une à une les cotisations antérieures à l'adhésion.

Frais réduits

2,5 % sur les versements,
0 % sur les fonds gérés,
2 % sur les rentes.

10 classes de cotisation

Option A

Option B

1 242 €

2 484 €

2 484 €

4 968 €

3 726 €

7 452 €

4 968 €

9 936 €

6 210 €

12 420 €

7 452 €

14 904 €

8 694 €

17 388 €

9 936 €

19 872 €

11 178 €

22 356 €

12 420 €

24 840 €

Le régime CAPIMED

La retraite

- L'âge de la retraite : à partir de 60 ans après application d'un coefficient d'anticipation :
 - à 65 ans : taux normal
 - de 66 à 70 ans : avec application d'un coefficient de majoration

La réversion :

- Une réversion de 60 % ou 100 % de la rente est possible au profit d'un seul bénéficiaire désigné.

En cas d'invalidité

- Versement d'un capital.

En cas de décès avant la retraite

- au choix du bénéficiaire désigné : versement immédiat d'une rente d'une durée de 10 ans ou perception d'une rente viagère à partir de 60 ans.

Le régime CAPIMED

Rendement
net attribué

3,50 % en moyenne
au titre de 2014

Revalorisation
du point de retraite

+ 1,1 % en 2015



Calculez le montant de votre
rente sur notre site Internet :
www.carmf.fr

Le régime CAPIMED - Déductibilité fiscale

Les cotisations de retraite versées dans le cadre de la loi Madelin sont déductibles du bénéfice imposable dans la limite de :

Plancher

si le bénéfice imposable ⁽¹⁾
est inférieur ou égal à **38 040 €** ⁽²⁾ :
10 % du PSS

= 3 804 € ⁽³⁾

Plafond

si le bénéfice imposable ⁽¹⁾
est supérieur à **38 040 €** :
10 % du bénéfice imposable ⁽¹⁾
dans la limite de 8 PSS ⁽²⁾

+
15 % de la fraction du bénéfice imposable entre
1 et 8 PSS ⁽²⁾ soit **70 374 €** maximum ⁽³⁾

- (1) Le bénéfice imposable s'entend avant déduction des cotisations ou primes versées dans le cadre de la loi Madelin.
(2) Plafond de Sécurité sociale pour 2015 : 38 040 €.
(3) L'abondement PERCO (Plan d'Épargne Retraite Collectif) doit être déduit de cette somme.

Fonctionnement de la CARMF

M. Henri Chaffiotte

*Gestion
financière*

Réglementation des placements - Valeurs mobilières

(décret du 25 octobre 2002)

| En pourcentage de l'actif de référence | Titres |
|---|---|
| 34 % au moins | Obligations d'État de l'Espace Économique Européen et obligations cotées sur un marché reconnu de l'OCDE, libellées en euro |
| 5 % au plus | OPCVM à risques. |
| 10 % de l'ensemble des actifs peuvent être libellés en devises autres que l'euro | |

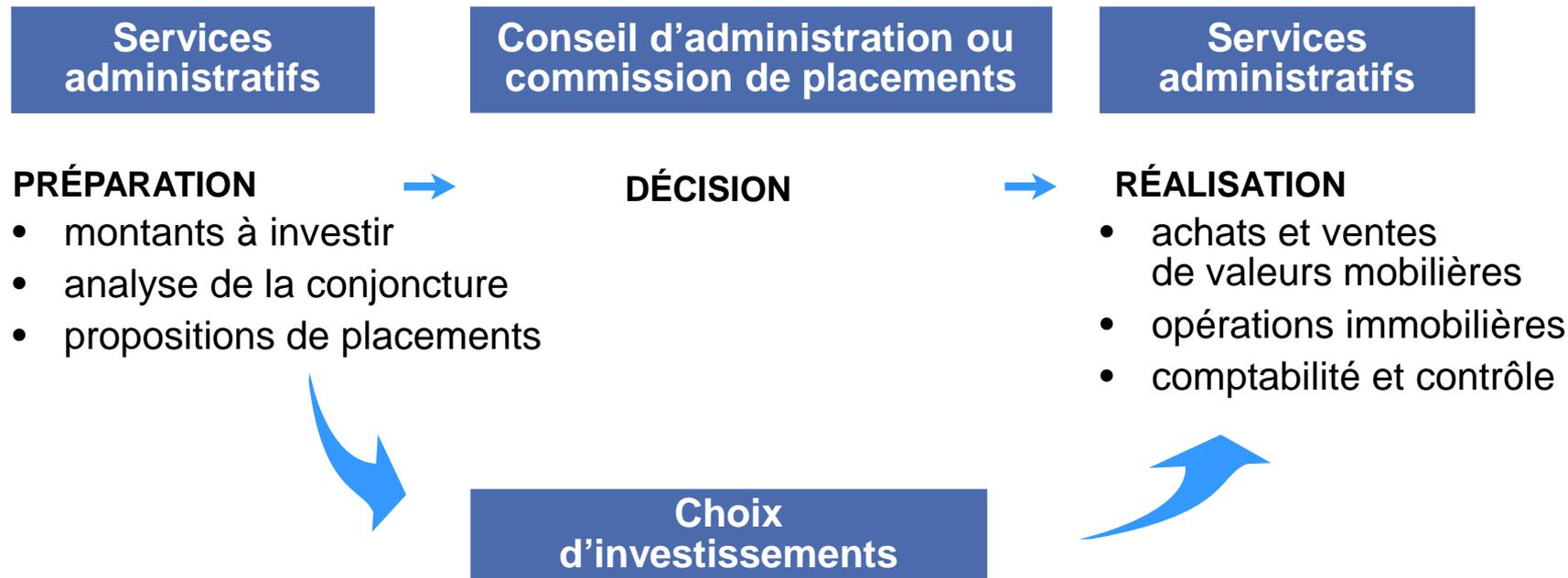
Réglementation des placements - Valeurs mobilières

(décret du 25 octobre 2002)

| En pourcentage de l'actif de référence | Valeurs immobilières et prêts |
|--|--|
| 20 % au plus | des actifs pour les immeubles situés dans l'Espace Économique Européen, et les parts de sociétés et fonds immobiliers. |

Limitation à 5% au plus de l'actif de l'organisme :
même immeuble

Le processus de gestion financière



Les responsables administratifs de la gestion financière

Henri Chaffiotte

Directeur

Jean Jacques Rossignol

Agent - Comptable

Sylvie Louvet

Conseillère du Directeur
sur la gestion déléguée action

Michel Manteau

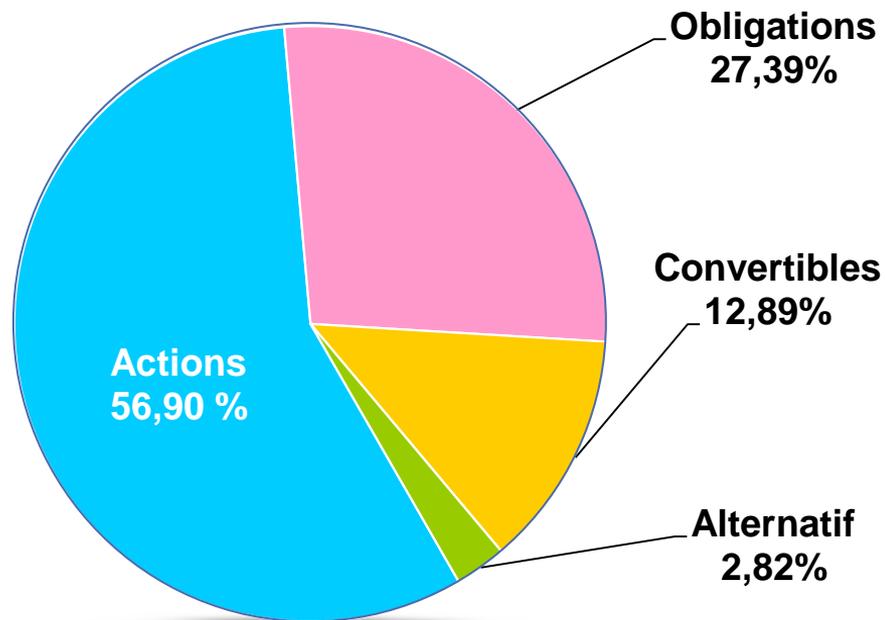
Responsable du Service

Marie Aymard-Lefaure

Chef du Service Immobilier

Portefeuille investi de la CARMF au 31 décembre 2014

(hors immobilier)



**Portefeuille total
5,26 milliards d'euros
en valeur de marché**

Une gestion de long terme comportant une exposition résolument forte en actions et en obligations convertibles.

Performance financière globale du portefeuille de valeurs mobilières

| Après fiscalité | |
|-----------------|----------|
| 2004 | 7,08% |
| 2005 | 17,41% |
| 2006 | 11,76% |
| 2007 | 4,62% |
| 2008 | - 28,83% |
| 2009 | 21,64% |
| 2010 | 8,60% |
| 2011 | - 7,64% |
| 2012 | 12,57% |
| 2013 | 8,62% |
| 2014 | 7,12% |

Gestion directe et gestion déléguée au 31 décembre 2014

(en millions d'euros)

| | Actions | Obligations |
|---------------------------------------|------------|-------------|
| Montant en direct en valeur de marché | 413,8 M€ | 21,1 M€ |
| Montant délégué | 2 580,2 M€ | 2 334,4 M€ |
| Total | 2 994,0 M€ | 2 355,5 M€ |
| % en direct | 13,8 % | 0,9 % |

Y compris monétaires en attente d'investissements immobiliers

Rendement du portefeuille de valeurs mobilières au 31/12/2014

Rendement annualisé global ⁽¹⁾ au 31/12/2014

| | |
|------------|-----------------------|
| sur 1 an | 7,12 % ⁽²⁾ |
| sur 3 ans | 9,41 % |
| sur 5 ans | 5,60 % |
| sur 10 ans | 4,30 % |
| sur 15 ans | 3,30 % |
| sur 20 ans | 4,43 % |
| sur 23 ans | 4,48 % |

(1) du portefeuille initial et des flux d'investissement de la période (TRI).

(2) après fiscalité

Rendement annualisé réel (net d'inflation)

| | |
|------------|--------|
| sur 1 an | 6,58 % |
| sur 3 ans | 8,21 % |
| sur 5 ans | 4,15 % |
| sur 10 ans | 2,79 % |
| sur 15 ans | 1,66 % |
| sur 20 ans | 2,87 % |
| sur 23 ans | 2,85 % |

Patrimoine immobilier au 31/12/2014

par rapport à sa valeur vénale estimée

84,2 %

d'immobilier direct
réparti comme suit :



Bureaux

90 %



Habitations

3 %

Divers

7 %

15,8%



de parts de sociétés
et fonds immobiliers
(17 structures
distinctes investies).

Le patrimoine immobilier en décembre 2014

(non compris siège)



Valeur vénale

→ 1 038 millions d'euros

Valeur comptable

→ 832 millions d'euros